



LA CHRONIQUE DE
JÉZABEL COUPPEY-SOUBEYRAN

Banques, banquise et pingouins

Les banques ne peuvent plus ignorer la banquise, car le dérèglement climatique est une nouvelle source de risques pour elles. La banquise ne tiendra pas longtemps non plus sans l'attention des banques, car la transition écologique a grandement besoin de financement. Mais attention aux pingouins qui braient qu'il suffira pour cela d'un peu d'incitation – par exemple un allègement de la réglementation bancaire...

Le dérèglement climatique pourrait affecter les bilans des banques et des autres intermédiaires financiers de multiples manières. En créant bien sûr des dommages à rembourser, en détruisant des valeurs d'actifs immobiliers, d'entreprises, etc. Également en les exposant à des risques de transition, car le « verdissement » de leurs emprunteurs, engagés dans de nouveaux modèles économiques bas carbone, ne réussira pas sans quelques échecs. Mais aussi parce que, de plus en plus, leur responsabilité se trouvera engagée si, par-delà les critères environnementaux naissants, elles continuent de financer aveuglément de gros émetteurs de CO₂.

Les banques n'ignorent pas ou plus ces risques que Mark Carney – gouverneur de la Banque d'Angleterre et président du Conseil de stabilité financière – avait mis en lumière dans son discours « Briser la tragédie des horizons », le 29 septembre 2015 à Londres. Ce discours a depuis lors inspiré d'autres banquiers centraux et superviseurs. À l'initiative de la Banque de France lors du One Planet Summit de décembre 2017, un réseau consacré au verdissement du système financier s'est constitué. Le Network of Central Banks and Supervisors for Greening the Financial System produira des travaux d'évaluation instructifs. La banque centrale des Pays-Bas a, par exemple, commencé à introduire le risque climatique dans un stress test bancaire (*DNB Occasional Studies* n° 16-7, 2018), estimant que le risque climatique pourrait – au minimum car le scénario n'inclut ni destruction d'actifs ni effets en chaîne – faire perdre aux banques un tiers de leurs fonds propres!

Pratiques hétérogènes

Les banques ne peuvent donc plus détourner le regard de la banquise. Or, les besoins de financement de la transition écologique sont colossaux. Dans leur livre *Finance, climat, réveillez-vous!* (Indigène Editions, 2018), Anne Hessel, Jean Jouzel et Pierre Larrourou reprennent le chiffre de la Cour des comptes européenne, qui les estime à 115 milliards d'euros par an entre 2021 et 2030 pour les pays de l'Union, s'ils veulent réduire de 40 % leurs émissions de CO₂ d'ici à 2030. Si, à première vue, le chiffre paraît astronomique, il est, tout bien pesé, à la mesure des

31 000 milliards d'euros d'actifs que les banques européennes détiennent à leur bilan (contre environ 20 000 pour les banques américaines et 133 000 pour le secteur bancaire au niveau mondial – conversion en euros des chiffres du « Global Monitoring Report on NBF 2018 Monitoring Dataset », publié par le Financial Stability Board en février 2019). La question n'est clairement pas celle d'un manque de moyens, mais de leur fléchage.

CE N'EST PAS QUE L'ISOLATION THERMIQUE DE NOS BÂTIMENTS QU'IL S'AGIT DE RÉNOVER, MAIS TOUT NOTRE MODÈLE DE CROISSANCE

Peut-on compter sur les banques pour qu'elles orientent spontanément leurs ressources vers la transition écologique? Certaines s'engagent déjà dans cette voie, et les analyses comme celles de l'ONG Carbon Disclosure Project les y invitent. Mais les pratiques restent hétérogènes, le plus souvent associées au risque de réputation. Aucune banque n'a publié le détail de ses expositions selon l'éventail du vert au brun... Ce serait pourtant une bonne façon de convaincre clients et créanciers qu'il s'agit bien d'une démarche sincère, et non d'un verdissement de surface. Des études ont même montré que les banques les plus « responsables » en surface sont souvent les moins « vertueuses » (« Corporate Social Responsibility for Irresponsability », Matthew Kotchen et Jon Jungbier Moon, *NBER Working Paper Series* n° 17254, 2011).

Mais pour que les bilans des banques verdissent, il faut que la régulation financière verdisse aussi, et surtout pas en allégeant les contraintes de celles qui se signaleraient comme les plus vertueuses : c'est pourtant l'idée du « bonus prudentiel », ou *green supporting factor*, soutenu par la Fédération bancaire française. Car, pour faire face au risque climatique, la capacité des banques à absorber des pertes doit augmenter et non diminuer.

C'est aussi la politique monétaire qui doit verdir, en conditionnant les sommes mises à la disposition des banques à l'obligation de contribuer au financement d'investissements bas carbone. La puissance publique se doit de fixer la direction à suivre. La mise en place d'une banque publique européenne du climat est une excellente initiative, mais il faudra aller plus loin, avec des obligations publiques vertes pour que le secteur privé ne craigne plus de s'engager.

Ce n'est pas que l'isolation thermique de nos bâtiments qu'il s'agit de rénover, mais tout notre modèle de croissance. Les banques ont là une formidable occasion de réorienter leur modèle d'activité vers les besoins de l'économie réelle à un horizon de long terme, horizon qu'elles n'auraient pas dû abandonner. Mettre la finance au service du climat, c'est la remettre au service du citoyen, c'est faire le tri entre celle qui est utile et celle qui ne



l'est pas dans une financiarisation dont les excès n'ont toujours pas été résorbés depuis la crise. L'objectif ultime restant « moins de banquiers, plus de banque »! ■

**Jézabel
Couppéy-
Soubeyran** est
économiste,
maîtresse de
conférences
à l'université
Paris-I-Panthéon-
Sorbonne. Elle a
notamment écrit
« Blablabanque.
Le discours
de l'inaction »
(Michalon, 2015)